

PREFECTURE DU RHONE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Lyon, le 13 DEC 2004

Bureau de l'environnement
et des installations classées

Affaire suivie par Monique DURAND
☎ : 04 72 61 61 50
Fax : 04 72 61 64 26

ARRETE COMPLEMENTAIRE

modifiant les prescriptions régissant l'exploitation
de la société RHONE ALPES ARGENT
2, rue Henri Becquerel à GENAS

*Le Préfet de la zone de défense Sud-Est
Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur*

- VU le code de l'environnement -partie législative - notamment l'article L. 512-3 ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;
- VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 94.861 du 28 août 1994 portant approbation du plan régional de valorisation et d'élimination des déchets industriels spéciaux en Rhône-Alpes ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 96.652 du 20 décembre 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2003-2318 du 3 décembre 2003 portant approbation de la révision du plan de gestion des déchets ménagers et assimilés dans le département du Rhône ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 modifié autorisant la société RHONE ALPES ARGENT à exploiter une unité de collecte et de traitement de films négatifs et de bains photographiques usés, 2, rue Henri Becquerel à GENAS ;

VU la déclaration en date du 20 septembre 2004 de la société RHONE ALPES ARGENT, relative aux modifications des installations de son établissement portant notamment sur un changement du procédé de traitement des films négatifs ;

VU le rapport en date du 22 octobre 2004 de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène exprimé dans sa séance du 18 novembre 2004 ;

CONSIDERANT que le remplacement du process de traitement chimique des films négatifs par un process biologique entraîne la suppression de trois cuves de 4500 l de traitement des films négatifs et une diminution du volume d'activité de l'installation de traitement électrolytique des bains argentifères ;

CONSIDERANT que la mise à l'arrêt de l'activité de broyage de films négatifs radiographiques et photographiques en polyester entraîne une diminution du stockage de films ;

CONSIDERANT que les modifications apportées aux installations sont de nature à diminuer significativement les risques potentiels et l'impact chronique de l'établissement sur son environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser le tableau des activités classées et d'adapter les prescriptions régissant l'exploitation de l'établissement aux activités modifiées ;

CONSIDERANT dès lors qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er

Il est accusé réception de la déclaration en date du 20 septembre 2004, de la société RHONE-ALPES ARGENT, relative aux modifications apportées sur les installations qu'elle exploite 2 rue Henri Becquerel à GENAS.

ARTICLE 2

Le tableau récapitulatif des activités constituant l'annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

NATURE DES ACTIVITES	VOLUME DES ACTIVITES	RUBRIQUES	CLASSEMENT
Installation de transit de bains «révélateur» photographiques usés	150 t/an	167 a	A
Installation de transit de déchets d'encre d'impression et de chiffons souillés d'encre d'imprimerie	150 t/an		
Installation de transit et de traitement: - de bains «fixateur» photographiques usés - de films négatifs en polyester	300 t/an 1.200 t/an	167 c	A
Traitement électrolytique de bains argentiques	Volume de cuves de traitement 600 litres	2565.2.b	D
Stockage de films négatifs radiographiques et photographiques en polyester	Volume du stockage 70 m ³	2662	NC
Atelier de charge d'accumulateurs	Puissance maximale de courant continu utilisée : 3 kW	2925	NC

ARTICLE 3

Le tableau du point 2 "VALEURS LIMITES ET SURVEILLANCE DES REJETS" de l'annexe 3 "FAU" de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé, est remplacé par le tableau suivant :

Rejet	Milieu Récepteur	Paramètres	Concentrations maximales en mg/l sur échantillon moyen 24 h
eaux pluviales de toiture	Réseau d'assainissement pourvu à son extrémité d'un ouvrage de régulation	MEST DBO5 DCO Hydrocarbures totaux	30 35 125 5
eaux vannes	Réseau d'assainissement raccordé à une station d'épuration	MEST DBO5 DCO Hydrocarbures totaux	600 800 2 000 10

ARTICLE 4

Les prescriptions du point 3. "CONTROLES DES REJETS" de l'annexe 3 "EAU" de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé sont abrogées.

ARTICLE 5

Le tableau de l'annexe 4 "DECHETS" de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Code du déchet	Désignation du déchet	Niveaux de gestion	Mode d'élimination I : interne E : externe
09.01.01 09.01.02 09.01.04 09.01.05 09.01.99	Bains photographiques usagés	inférieur ou égal au niveau 2	E
09.01.08	Films négatifs polyester	inférieur ou égal au niveau 1	E

ARTICLE 6

Le point 4.7 "Surveillance des rejets" de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est modifié comme suit :

« Afin de vérifier le respect des valeurs limites fixées par le présent arrêté, les points de rejet sont équipés de dispositifs permettant de réaliser, de façon sûre, accessible et représentative :

- des prélèvements d'échantillons,
- des mesures directes. »

ARTICLE 7

Le titre du point 3.2 "INSTALLATION DE STOCKAGE ET DE BROUAGE DES FILMS NEGATIFS" de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé est modifié comme suit :

« 3.2. INSTALLATION DE STOCKAGE DES FILMS NEGATIFS »

ARTICLE 8

Les prescriptions des points 3.2.5, 3.2.6 et 3.2.7 de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 1999 susvisé sont abrogées.

ARTICLE 9

1. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de GENAS et à la préfecture du Rhône (Direction de l'Administration Générale -3ème Bureau) et pourra y être consultée.
2. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.
3. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.
4. Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10

Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 11



Le secrétaire général de la préfecture et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de GENAS, chargé de l'affichage prescrit à l'article 9 précité,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- à l'exploitant.

Pour copie conforme
La Secrétaire Administrative déléguée


Monique DURAND

Lyon, le 13 01 2004

Le Préfet,

Le Secrétaire Général,

Christophe BAY